



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral mettant en demeure la société REXEL France de respecter certaines dispositions applicables à ses installations sises à CHAMPIGNEULLES

**N° 2024-0219
AIOT 0006200095**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 Annexe II, particulièrement ses points 22 et 23 ;
- Vu** les articles 16.4 et 19 de l'arrêté préfectoral n° 1998-429 du 30 novembre 1998 autorisant l'exploitation d'un entrepôt par la société FACEN sur le territoire de la commune de Champigneulles ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 08 juillet 2024 faisant suite à la visite d'inspection réalisée le 24 juin 2024 sur le site que la société REXEL exploite à CHAMPIGNEULLES, Parc Logistique Nancy Nord, 7 rue André Ampère ;
- Vu** le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est réceptionné en date du 09 juillet 2024 informant la société REXEL France, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, des faits qui lui sont reprochés et du délai dont elle dispose pour formuler ses observations ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant par courrier postal avec accusé de réception daté du 09 juillet 2024 ;
- Vu** l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

Considérant que l'exploitant est tenu de respecter l'annexe II Point 23 de l'Arrêté Ministériel du 11 avril 2017 visant le plan de défense incendie ;

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 24 juin 2024 que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan de défense incendie complet ;

Considérant que l'exploitant est tenu de respecter les articles 16.4 et 19 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 1998 visant l'extinction automatique ;

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 24 juin 2024 que l'installation d'extinction automatique n'est pas en état de fonctionnement permanent vu les fuites récurrentes quasi mensuelles rendant ce matériel de sécurité inefficace sur des périodes pouvant aller jusqu'à 14 jours ;

Considérant qu'en conséquence les dispositions réglementaires précitées ne sont pas respectées, et qu'il revient à l'exploitant d'y remédier ;

Considérant que cette situation est de nature à présenter des dangers et inconvénients pour la sécurité de l'installation, la protection de l'environnement et la santé publique, intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Article 1: Champ et portée du présent arrêté

La société REXEL France, désignée ci-après « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 110 avenue de Flandre 59290 WASQUEHAL, est mise en demeure de respecter, pour ses installations sises Parc Logistique Nancy Nord, 7 rue André Ampère, 54250 CHAMPIGNEULLES, les dispositions des articles suivants, dans les délais associés.

Article 2 :

Sous 1 mois, l'exploitant respecte les dispositions du point 23 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé en établissant son Plan de Défense Incendie.

Article 3 :

Sous 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'Arrêté Préfectoral du 30 novembre 1998 susvisé :

« Article 16.4 :

Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement. »

En particulier, l'exploitant effectuera les travaux nécessaires permettant d'assurer que les besoins hydrauliques avec RIA sont couverts et que les fuites récurrentes du réseau d'extinction automatiques sont traitées de manière globale et durable.

Il transmettra donc, **sous ce même délai** :

- l'analyse des courbes des moteurs B1 et B2, montrant que les besoins hydrauliques avec RIA sont couverts ;
- les attestations de travaux prouvant la remise en état permanent de fonctionnement du réseau d'extinction automatique.

Article 4 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté de se conformer à cette injonction, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Délai et voies de recours

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Article 6 : Exécution et information

Le Secrétaire général de la préfecture et l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- La société REXEL FRANCE

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de Champigneulle

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy, le 08 AOUT 2024

Le Préfet,

Françoise SOULIMAN

